

Des faits plutôt que des mythes N°46 / 24 août 2016

## Mieux vaut être organisé démocratiquement que chaotiquement – les réfugiés à la frontière sud de la Hongrie

*Par Sasha Finger, Postdoc, Institut géographique de l'Université de Berne (traduit de l'allemand)*

Il y a un an, les camps de réfugiés informels aux frontières européennes, comme celui d'[Idomeni \(Grèce/Macédoine\)](#) ou [Röszke \(Hongrie/Serbie\)](#) occupaient une place prépondérante dans les médias. À plusieurs endroits, des petits camps de tentes se sont transformés en immenses impasses chaotiques et bondées, garantissant à peine la survie des personnes en quête de protection. [Des rapports sur les violences dans ces camps](#) se sont multipliés tant les personnes ne pouvaient plus résister ni à la pression, ni aux conditions de vie inhumaines qui y régnaient. Je me suis demandé à quoi tout ceci ressemblait un an après que les autorités hongroises ont construit des clôtures à la frontière et je suis allé à Röszke, pour m'en faire une idée.

Actuellement, environ 700 personnes vivent dans le camp (parmi eux, de nombreux enfants), dont une grande majorité venant d'Afghanistan. Il n'y a plus de Syriens dans le camp, car ceux-ci se rendent à Tompa, 54km plus à l'ouest. Cette répartition ne se fait pas arbitrairement, elle est déterminée par différents facteurs, comme la langue, la proximité culturelle et le réseau que chaque migrante et chaque migrant entretient. Les conditions de vie sont tout simplement pitoyables, avec un seul robinet d'eau et dix toilettes en plastique. Les réfugiés ont eux-mêmes construit les cabines de douches, à partir de bâtons et de couvertures. Ils ne reçoivent à manger qu'une fois par jour et tout est cuit à feu ouvert. Les personnes surnomment ce camp la « jungle ».

Chaque jour, des centaines de policiers hongrois patrouillent le long de cette « jungle » et de la clôture. Beaucoup de réfugiés se plaignent du comportement des policiers. Ils sont agressifs, agissent avec colère et nombre d'entre eux ont été puni par une mutation à la frontière serbe. Des morsures de chiens policiers sur les bras et les jambes des personnes en quête de protection, ainsi que les interventions à l'aide de sprays au poivre témoignent de ce comportement. Traverser la frontière seul n'est plus guère possible. Désormais, les passeurs serbes exigent plus de 500 euros par personne. Il ne reste alors que la possibilité de s'incliner devant la pratique des autorités hongroises : chaque jour, 15 réfugiés du camp de Röszke peuvent passer la frontière et s'installer dans la zone de transit. C'est un complexe de containers hautement surveillé, entouré de fils barbelés et de clôtures.

Celui qui parvient à la zone de transit n'est pas encore en Hongrie, car même si la procédure peut être certes plus rapide pour les familles, les femmes, les malades et les mineurs, les personnes restent là des jours entiers, en raison des nombreux examens (santé, identité, curriculum vitae). Les hommes voyageant seuls, dont les femmes et les enfants sont souvent déjà en Europe, attendent en principe jusqu'à 28 jours, enfermés dans un container. Selon le gouvernement du premier ministre Viktor Orbán, ces hommes ont un « potentiel terroriste » accru et doivent être traités et examinés séparément.

Celui qui survit à ces 28 jours et qui ne fait pas marche arrière en direction de la Serbie est invité à se rendre dans les camps de réfugiés en Hongrie. Cependant, là-bas, la plupart

sont uniquement dans l'attente d'une décision négative concernant leur demande d'asile, pendant des mois, voire des années, comme me le rapporte un jeune Afghan, qui est depuis deux ans en Hongrie. Presque personne n'obtient l'asile en Hongrie : durant le premier semestre de cette année, seules 87 personnes ont été reconnues comme réfugiés.

Qui décide quelles sont les 15 personnes des 700 noms sur la liste qui ont la permission d'entrer dans la zone de transit ? D'abord, les autorités hongroises fixent le quota et précisent qu'un seul homme par jour voyageant seul peut être admis dans la zone de transit. Les 14 personnes restantes doivent être des personnes malades, des femmes, des enfants ou des familles qui voyagent ensemble. Puis, les personnes du camp choisissent elles-mêmes l'ordre sur la liste. Ceci est voté démocratiquement, comme me l'explique [Migszol](#), une ONG hongroise extrêmement bien organisée. Un chef de camp est élu, il vérifie quotidiennement la liste avec le HCR, en guise de dernière étape. Il est le porte-parole temporaire de la communauté et m'explique, dans sa petite tente, assis sur des douzaines de listes et de documents, que chacun accepte sa position. Il parle plusieurs langues et il est quotidiennement en contact avec ces personnes et les organisations d'aide humanitaire.

Pour le reste, tout semble aussi fonctionner dans le camp de manière très structurée. Les uns collectent les déchets, les autres font la lessive à l'unique robinet. À midi, lorsque le repas est distribué, ils se mettent en rang pacifiquement, les enfants et les personnes âgées devant.

La politique hongroise vise la dissuasion : dans un premier temps, la Hongrie refuse l'entrée aux personnes réfugiées et elle entrave les conditions de vie de manière dramatique, au point que plus personne ne veut venir ici. Par la suite, elles sont enfermées dans des camps de réfugiés, pendant des semaines ou même des mois. Finalement, soit ils sont renvoyés, soit ils sont transférés dans des camps à l'ouest de la Hongrie, afin qu'ils puissent continuer leur voyage par la frontière verte, en direction de l'Autriche. De cette manière, la Hongrie fait totalement fi de ses obligations humanitaires.

Et les personnes en quête de protection ? Elles continuent d'arriver et agissent désormais avec les valeurs de l'Europe tant vantées autrefois : de manière calme, structurée et démocratique.